



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 261**

23 Νοεμβρίου 1999

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2763

Κύρωση της Σύμβασης του Μέτρου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

'Αρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η Σύμβαση του Μέτρου, που υπογράφηκε στο Παρίσι στις 20 Μαΐου 1875, όπως τροποποιήθηκε από τη Σύμβαση που υπογράφηκε στις Σέβρες στις 6 Οκτωβρίου 1921, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION DU MÈTRE

ARTICLE PREMIER (1875)

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fonder et entretenir, à frais communs, un *Bureau international des poids et mesures*, scientifique et permanent, dont le siège est à Paris (¹).

ART. 2 (1875)

Le Gouvernement français prendra les dispositions nécessaires pour faciliter l'acquisition ou, s'il y a lieu, la construction d'un bâtiment spécialement affecté à cette destination, dans les conditions déterminées par le Règlement annexé à la présente Convention.

ART. 3 (1875)

Le Bureau international fonctionnera sous la direction et la surveillance exclusives d'un *Comité international des poids et mesures*, placé lui-même sous l'autorité d'une *Conférence générale des poids et mesures*, formée de délégués de tous les Gouvernements contractants.

ART. 4 (1875)

La présidence de la Conférence générale des poids et mesures est attribuée au président en exercice de l'Académie des Sciences de Paris.

(¹) Le 25 avril 1969 un accord de siège a été signé entre le Gouvernement de la République française et le Comite international des poids et mesures (le texte de cet accord a été publié au *Journal Officiel de la République française*, du 18 septembre 1970, pp. 8719-8721).

ART. 5 (1875)

L'organisation du Bureau, ainsi que la composition et les attributions du Comité international et de la Conférence générale des poids et mesures, sont déterminées par le Règlement annexé à la présente Convention.

ART. 6 (1875)

Le Bureau international des poids et mesures est chargé :

1° De toutes les comparaisons et vérifications des nouveaux prototypes du mètre et du kilogramme ;

2° De la conservation des prototypes internationaux ;

3° Des comparaisons périodiques des étalons nationaux avec les prototypes internationaux et avec leurs témoins, ainsi que de celles des thermomètres étalons ;

4° De la comparaison des nouveaux prototypes avec les étalons fondamentaux des poids et mesures non métriques employés dans les différents pays et dans les sciences ;

5° De l'étalonnage et de la comparaison des règles géodésiques ;

6° De la comparaison des étalons et échelles de précision dont la vérification serait demandée, soit par des Gouvernements, soit par des sociétés savantes, soit même par des artistes et des savants.

ART. 7 (1921)

Après que le Comité aura procédé au travail de coordination des mesures relatives aux unités électriques, et lorsque la Conférence générale en aura décidé par un vote unanime, le Bureau sera chargé de l'établissement et de la conservation des étalons des unités électriques et de leurs témoins, ainsi que de la comparaison, avec ces étalons, des étalons nationaux ou d'autres étalons de précision.

Le Bureau est chargé, en outre, des déterminations relatives aux constantes physiques dont une connaissance plus exacte peut servir à accroître la précision et à assurer mieux l'uniformité

dans les domaines auxquels appartiennent les unités ci-dessus mentionnées (article 6 et 1er alinéa de l'article 7).

Il est chargé, enfin, du travail de coordination des déterminations analogues effectuées dans d'autres instituts.

ART. 8 (1921)

Les prototypes internationaux, ainsi que leurs témoins, demeureront déposés dans le Bureau ; l'accès du dépôt sera uniquement réservé au Comité international.

ART. 9 (1875)

Tous les frais d'établissement et d'installation du Bureau international des poids et mesures, ainsi que les dépenses annuelles d'entretien et celles du Comité, seront couverts par des contributions des États contractants, établies d'après une échelle basée sur leur population actuelle.

ART. 10 (1875)

Les sommes représentant la part contributive de chacun des États contractants seront versées, au commencement de chaque année, par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères de France, à la Caisse des dépôts et consignations à Paris, d'où elles seront retirées, au fur et à mesure des besoins, sur mandats du directeur du Bureau.

ART. 11 (1875)

Les Gouvernements qui useraient de la faculté, réservée à tout État, d'accéder à la présente Convention, seront tenus d'acquitter une contribution dont le montant sera déterminé par le Comité sur les bases établies à l'article 9, et qui sera affectée à l'amélioration du matériel scientifique du Bureau ([2]).

([2]) Le Comité international des poids et mesures, au cours de sa 49e sess (octobre 1960), a décidé que la contribution (contribution d'entrée) mention dans cet article 11 serait égale, à partir du 1er janvier 1961, au montant d' contribution annuelle.

ARTICLE III

(dispositions ajoutées par la Convention de 1921) (¹)

Tout État pourra adhérer à la présente Convention en notifiant son adhésion au Gouvernement français, qui en donnera avis à tous les États participants et au président du Comité international des poids et mesures.

Toute accession nouvelle à la Convention du 20 mai 1875 entraînera obligatoirement adhésion à la présente Convention.

ART. 12 (1875)

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter d'un commun accord à la présente Convention toutes les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité.

ART. 13 (1875)

À l'expiration d'un terme de douze années, la présente Convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

Le Gouvernement qui userait de la faculté d'en faire cesser les effets en ce qui le concerne sera tenu de notifier son intention une année d'avance, et renoncera, par ce fait, à tous droits de copropriété sur les prototypes internationaux et sur le Bureau.

ART. 14 (1875)

La présente Convention sera ratifiée suivant les lois constitutionnelles particulières à chaque État ; les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut. Elle sera mise à exécution à partir du 1ᵉʳ janvier 1876.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

(¹) Voir l'Avertissement, p. 3.

ANNEXE

RÈGLEMENT

Article premier (1875)

Le Bureau international des poids et mesures sera établi dans un bâtiment spécial présentant toutes les garanties nécessaires de tranquillité et de stabilité.

Il comprendra, outre le local approprié au dépôt des prototypes, des salles pour l'installation des comparateurs et des balances, un laboratoire, une bibliothèque, une salle d'archives, des cabinets de travail pour les fonctionnaires et des logements pour le personnel de garde et de service.

Art. 2 (1875)

Le Comité international est chargé de l'acquisition et de l'appropriation de ce bâtiment, ainsi que de l'installation des services auxquels il est destiné.

Dans le cas où le Comité ne trouverait pas à acquérir un bâtiment convenable, il en sera construit un sous sa direction et sur ses plans.

Art. 3 (1875)

Le Gouvernement français prendra, sur la demande du Comité international, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître le Bureau comme établissement d'utilité publique.

Art. 4 (1875)

Le Comité international fera exécuter les instruments nécessaires, tels que : comparateurs pour les étalons à traits et à bouts, appareil pour les déterminations des dilatations absolues, balances pour les pesées dans l'air et dans le vide, comparateurs pour les règles géodésiques, etc.

ART. 5 (1875)

Les frais d'acquisition ou de construction du bâtiment et les dépenses d'installation et d'achat des instruments et appareils ne pourront dépasser ensemble la somme de 400 000 francs.

ART. 6 (1921)

1. La dotation annuelle du Bureau international est composée de deux parties : l'une fixe, l'autre complémentaire.

2. La partie fixe est, en principe, de 250 000 francs, mais peut être portée à 300 000 francs par décision unanime du Comité. Elle est à la charge de tous les États et des Colonies autonomes qui ont adhéré à la Convention du Mètre avant la Sixième Conférence générale.

3. La partie complémentaire est formée des contributions des États et des Colonies autonomes qui sont entrés dans la Convention après ladite Conférence générale.

4. Le Comité est chargé d'établir, sur la proposition du directeur, le budget annuel, mais sans dépasser la somme calculée conformément aux stipulations des deux alinéas ci-dessus. Ce budget est porté, chaque année, dans un Rapport spécial financier, à la connaissance des Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

5. Dans le cas où le Comité jugerait nécessaire, soit d'accroître au-delà de 300 000 francs la partie fixe de la dotation annuelle, soit de modifier le calcul des contributions déterminé par l'article 20 du présent Règlement, il devrait en saisir les Gouvernements de façon à leur permettre de donner, en temps utile, les instructions nécessaires à leurs délégués à la Conférence générale suivante, afin que celle-ci puisse délibérer valablement. La décision sera valable seulement dans le cas où aucun des États contractants n'aura exprimé, ou n'exprimera, dans la Conférence, un avis contraire ([4]).

([4]) En application de cette procédure, depuis la Treizième Conférence générale des poids et mesures (octobre 1968), les dotations annuelles sont adoptées par chaque Conférence générale.

6. Si un État est demeuré trois années sans effectuer le versement de sa contribution, celle-ci est répartie entre les autres États, au prorata de leurs propres contributions. Les sommes supplémentaires, versées ainsi par les États pour parfaire le montant de la dotation du Bureau, sont considérées comme une avance faite à l'État retardataire, et leur sont remboursées si celui-ci vient à acquitter ses contributions arriérées.

7. Les avantages et prérogatives conférés par l'adhésion à la Convention du Mètre sont suspendus à l'égard des États déficitaires de trois années.

8. Après trois nouvelles années, l'État déficitaire est exclu de la Convention, et le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions de l'article 20 du présent Règlement.

ART. 7 (1875)

La Conférence générale, mentionnée à l'article 3 de la Convention, se réunira à Paris, sur la convocation du Comité international, au moins une fois tous les six ans.

Elle a pour mission de discuter et de provoquer les mesures nécessaires pour la propagation et le perfectionnement du Système métrique, ainsi que de sanctionner les nouvelles déterminations métrologiques fondamentales qui auraient été faites dans l'intervalle de ses réunions. Elle reçoit le Rapport du Comité international sur les travaux accomplis, et procède, au scrutin secret, au renouvellement par moitié du Comité international.

Les votes, au sein de la Conférence générale, ont lieu par États ; chaque État a droit à une voix.

Les membres du Comité international siègent de droit dans les réunions de la Conférence ; ils peuvent être en même temps délégués de leurs Gouvernements.

ART. 8 (1921)

Le Comité international, mentionné à l'article 3 de la Convention, sera composé de dix-huit membres appartenant tous à des États différents.

Lors du renouvellement, par moitié, du Comité international, les membres sortants seront d'abord ceux qui, en cas de vacances, auront été élus provisoirement dans l'intervalle entre deux sessions de la Conférence ; les autres seront désignés par le sort.

Les membres sortants sont rééligibles.

ART. 9 (1921)

Le Comité international se constitue en choisissant lui-même, au scrutin secret, son président et son secrétaire. Ces nominations sont notifiées aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Le président et le secrétaire du Comité, et le directeur du Bureau, doivent appartenir à des pays différents.

Une fois constitué, le Comité ne peut procéder à de nouvelles élections ou nominations que trois mois après que tous les membres auront été informés de la vacance donnant lieu à un vote.

ART. 10 (1921)

Le Comité international dirige tous les travaux métrologiques que les Hautes Parties contractantes décideront de faire exécuter en commun.

Il est chargé, en outre, de surveiller la conservation des prototypes et étalons internationaux.

Il peut, enfin, instituer la coopération de spécialistes dans des questions de métrologie, et coordonner les résultats de leurs travaux.

ART. 11 (1921)

Le Comité se réunira au moins une fois tous les deux ans.

ART. 12 (1921)

Les votes au sein du Comité ont lieu à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les décisions ne sont valables que si le nombre des membres présents égale au moins la moitié des membres élus qui composent le Comité.

Sous réserve de cette condition, les membres absents ont le droit de déléguer leurs votes aux membres présents, qui devront justifier de cette délégation. Il en est de même pour les nominations au scrutin secret.

Le directeur du Bureau a voix délibérative au sein du Comité.

ART. 13 (1875)

Dans l'intervalle d'une session à l'autre, le Comité a le droit de délibérer par correspondance.

Dans ce cas, pour que la décision soit valable, il faut que tous les membres du Comité aient été appelés à émettre leur avis.

ART. 14 (1875)

Le Comité international des poids et mesures remplit provisoirement les vacances qui pourraient se produire dans son sein ; les élections se font par correspondance, chacun des membres étant appelé à y prendre part.

ART. 15 (1921)

Le Comité international élaborera un règlement détaillé pour l'organisation et les travaux du Bureau, et il fixera les taxes à payer pour les travaux extraordinaires prévus aux articles 6 et 7 de la Convention.

Ces taxes seront affectées au perfectionnement du matériel scientifique du Bureau. Un prélèvement annuel pourra être effectué, en faveur de la Caisse des retraites, sur le total des taxes perçues par le Bureau.

ART. 16 (1875)

Toutes les communications du Comité international avec les Gouvernements des Hautes Parties contractantes auront lieu par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques à Paris.

Pour toutes les affaires dont la solution appartiendra à une administration française, le Comité aura recours au Ministère des Affaires étrangères de France.

ART. 17 (1921)

Un règlement, établi par le Comité, fixera l'effectif maximum pour chaque catégorie du personnel du Bureau.

Le directeur et ses adjoints seront nommés au scrutin secret par le Comité international. Leur nomination sera notifiée aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Le directeur nommera les autres membres du personnel, dans les limites établies par le règlement mentionné au premier alinéa ci-dessus.

ART. 18 (1921)

Le directeur du Bureau n'aura accès au lieu de dépôt des prototypes internationaux qu'en vertu d'une résolution du Comité et en présence d'au moins un de ses membres.

Le lieu de dépôt des prototypes ne pourra s'ouvrir qu'au moyen de trois clefs, dont une sera en la possession du directeur des Archives de France, la seconde dans celle du président du Comité, et la troisième dans celle du directeur du Bureau.

Les étalons de la catégorie des prototypes nationaux serviront seuls aux travaux ordinaires de comparaisons du Bureau.

ART. 19 (1907)

Le directeur du Bureau adressera, à chaque session, au Comité :

1° Un rapport financier sur les comptes des exercices précédents, dont il lui sera, après vérification, donné décharge ;

2° Un rapport sur l'état du matériel ;

3° Un rapport général sur les travaux accomplis depuis la session précédente.

Le bureau du Comité international adressera, de son côté, à tous les Gouvernements des Hautes Parties contractantes, un Rapport annuel sur la situation administrative et financière du Service, et contenant la prévision des dépenses de l'exercice suivant, ainsi que le Tableau des parts contributives des États contractants.

Le président du Comité rendra compte, à la Conférence générale, des travaux accomplis depuis l'époque de sa dernière réunion.

Les rapports et les publications du Comité et du Bureau seront rédigés en langue française, et communiqués aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

ART. 20 (1921)

1. L'échelle des contributions, dont il est question à l'article 9 de la Convention, est établie, pour la partie fixe, sur la base de la dotation indiquée par l'article 6 du présent Règlement, et sur celle de la population ; la contribution normale de chaque État ne peut être inférieure à 5 pour 1 000, ni supérieure à 15 pour 100 de la dotation totale, quel que soit le chiffre de la population.

2. Pour établir cette échelle, on détermine d'abord quels sont les États qui se trouvent dans les conditions voulues pour ce minimum et ce maximum ; et l'on répartit le reste de la somme contributive entre les autres États, en raison directe du chiffre de leur population [1].

3. Les parts contributives ainsi calculées sont valables pour toute la période de temps comprise entre deux Conférences générales consécutives, et ne peuvent être modifiées, dans l'intervalle, que dans les cas suivants :

a. Si l'un des États adhérents a laissé passer trois années successives sans faire ses versements ;

b. Si, au contraire, un État, antérieurement retardataire de plus de trois ans, ayant versé ses contributions arriérées, il y lieu de restituer aux autres Gouvernements les avances faites par eux.

---

[1] La Onzième, la Seizième et la Dix-huitième Conférence générale ont adopté de nouvelles dispositions qui rendent caduques celles des alinéas 1 et 2 de cet article 20. Ces nouvelles dispositions s'inspirent des règles appliquées par l'Organisation des Nations Unies pour le calcul des contributions, en maintenant un pourcentage maximal et minimal de contribution.

4. La contribution complémentaire est calculée sur la même base de la population, et est égale à celle que les États anciennement entrés dans la Convention payent dans les mêmes conditions.

5. Si un État ayant adhéré à la Convention déclare en vouloir étendre le bénéfice à une ou plusieurs de ses Colonies non autonomes, le chiffre de la population desdites Colonies sera ajouté à celui de l'État pour le calcul de l'échelle des contributions.

6. Lorsqu'une Colonie reconnue autonome désirera adhérer à la Convention, elle sera considérée, en ce qui concerne son entrée dans cette Convention, suivant la décision de la Métropole, soit comme une dépendance de celle-ci, soit comme un État contractant.

ART. 21 (1875)

Les frais de confection des prototypes internationaux, ainsi que des étalons et témoins destinés à les accompagner, seront supportés par les Hautes Parties contractantes d'après l'échelle établie à l'article précédent.

Les frais de comparaison et de vérification des étalons demandés par des États qui ne participeraient pas à la présente Convention seront réglés par le Comité conformément aux taxes fixées en vertu de l'article 15 du Règlement.

ART. 22 (1875)

Le présent Règlement aura même force et valeur que la Convention à laquelle il est annexé.

ΣΥΜΒΑΣΗ ΤΟΥ ΜΕΤΡΟΥ

ΑΡΘΡΟ 1 (1875)

Τα Υψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη υποχρεούνται να ιδρύσουν και διατηρήσουν, με κοινά έξοδα, ένα Διεθνές Γραφείο Σταθμών και Μέτρων, επιστημονικό και μόνιμο, του οποίου η έδρα βρίσκεται στο Παρίσι.

ΑΡΘΡΟ 2 (1875)

Η Γαλλική Κυβέρνηση θα λάβει τα απαραίτητα μέτρα για να διευκολύνει την απόκτηση, ή αν συντρέχει περίπτωση, την κατασκευή κτιρίου προοριζόμενο ειδικά για το σκοπό αυτόν, σύμφωνα με τις προυποθέσεις, που καθορίζονται από τον προσαρτημένο Κανονισμό στην παρούσα Σύμβαση.

ΑΡΘΡΟ 3 (1875)

Το Διεθνές Γραφείο θα λειτουργήσει υπό την αποκλειστική διεύθυνση και εποπτεία της Διεθνούς Επιτροπής Σταθμών και Μέτρων, που τοποθετείται η ίδια υπό τη διοίκηση της Γενικής Διάσκεψης Σταθμών και Μέτρων, που αποτελείται από εκπροσώπους όλων των Συμβαλλόμενων Κυβερνήσεων.

ΑΡΘΡΟ 4 (1875)

Η προεδρεία της Γενικής Διάσκεψης Σταθμών και Μέτρων απονέμεται στον εν ενεργεία Πρόεδρο της Ακαδημίας Επιστημών του Παρισιού.

ΑΡΘΡΟ 5 (1875)

Η οργάνωση του Γραφείου, καθώς και η σύνθεση και τα καθήκοντα της Διεθνούς Επιτροπής και της Γενικής Διάσκεψης Σταθμών και Μέτρων καθορίζονται από τον προσαρτημένο στην παρούσα Σύμβαση Κανονισμό.

ΑΡΘΡΟ 6 (1875)

Το Διεθνές Γραφείο Σταθμών και Μέτρων είναι επιφορτισμένο με:

1. όλες τις συγκρίσεις και επαληθεύσεις των νέων πρωτοτύπων μέτρου και κιλού,
2. τη φύλαξη των διεθνών πρωτοτύπων,
3. τις περιοδικές συγκρίσεις των εθνικών προτύπων με τα διεθνή πρωτότυπα και με τις αποδείξεις τους, καθώς και αυτές των προτύπων θερμομέτρων,
4. τη σύγκριση των νέων πρωτοτύπων με τα βασικά πρότυπα μη μετρικών σταθμών και μέτρων, που χρησιμοποιούνται σε διάφορες χώρες και στις επιστήμες,
5. τον έλεγχο και σφράγιση σταθμών και μέτρων και τη σύγκριση των γεωδαισιακών κανόνων,
6. τη σύγκριση των προτύπων και κλιμάκων ακρίβειας, των οποίων ζητήθηκε η επαλήθευση, είτε από τις Κυβερνήσεις είτε από τις επιστημονικές εταιρείες είτε από τους ίδιους τους καλλιτέχνες και επιστήμονες.

ΑΡΘΡΟ 7 (1921)

Αφού η Επιτροπή προβεί στην εργασία συντονισμού των σχετικών μέτρων με τις ηλεκτρικές μονάδες και όταν η Γενική Διάσκεψη το αποφασίσει ομόφωνα, το Γραφείο θα επιφορτισθεί με τη σύνταξη και τη φύλαξη των προτύπων των ηλεκτρικών μονάδων και των αποδείξεών τους, καθώς και τη σύγκριση, με τα πρότυπα αυτά, των εθνικών προτύπων ή άλλων προτύπων ακρίβειας.

Το Γραφείο είναι επιφορτισμένο, επιπλέον, με τους σχετικούς με τις φυσικές σταθερές προσδιορισμούς, των οποίων η πιο ακριβής γνώση μπορεί να χρησιμεύσει στην αύξηση της ακρίβειας και στην καλύτερη διασφάλιση της ομοιομορφίας στους τομείς, στους οποίους ανήκουν οι προαναφερόμενες μονάδες (Άρθρο 6 και 1ο εδάφιο του Άρθρου 7).

Τέλος, είναι επιφορτισμένο με την εργασία συντονισμού των ανάλογων προσδιορισμών, που πραγματοποιούνται σε άλλα ινστιτούτα.

ΑΡΘΡΟ 8 (1921)

Τα διεθνή πρωτότυπα, καθώς και οι αποδείξεις τους παραμένουν κατατεθειμένα στο Γραφείο· η πρόσβαση της κατάθεσης επιτρέπεται μόνο στη Διεθνή Επιτροπή.

ΑΡΘΡΟ 9 (1875)

Όλα τα έξοδα καθιέρωσης και εγκατάστασης του Διεθνούς Γραφείου Σταθμών και Μέτρων, καθώς και τα ετήσια έξοδα συντήρησης και αυτά της Επιτροπής θα καλύπτονται από τις συνεισφορές των Συμβαλλόμενων Κρατών, που καθορίζονται σύμφωνα με κλίμακα που στηρίζεται στο σημερινό πληθυσμό τους.

ΑΡΘΡΟ 10 (1875)

Τα ποσά που αντιπροσωπεύουν τη συνεισφορά κάθε Συμβαλλόμενου Κράτους θα καταβάλλονται στην αρχή κάθε έτους μέσω του Υπουργείου Εξωτερικών της Γαλλίας στο Ταμείο Παρακαταθηκών και Δανείων του Παρισιού, από όπου θα αναλαμβάνονται με βάση τις ανάγκες, με εντολή του Διευθυντή του Γραφείου.

ΑΡΘΡΟ 11 (1875)

Οι Κυβερνήσεις, που θα χρησιμοποιούσαν τη δυνατότητα αυτή, που επιφυλάσσεται σε κάθε Κράτος, να προσχωρεί στην παρούσα Σύμβαση, θα είναι υποχρεωμένες να εξοφλήσουν συνεισφορά, το ποσό της οποίας θα καθορίζεται από την Επιτροπή με βάση το Άρθρο 9 και η οποία θα διατεθεί για τη βελτίωση του επιστημονικού υλικού του Γραφείου.

ΑΡΘΡΟ III
(Διατάξεις που προστέθηκαν με
τη Σύμβαση του 1921)

Κάθε Κράτος θα μπορεί να προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση κοινοποιώντας την προσχώρηση του στη Γαλλική Κυβέρνηση, η οποία θα ειδοποιήσει όλα τα συμμετέχοντα Κράτη και τον Πρόεδρο της Διεθνούς Επιτροπής Σταθμών και Μέτρων.

Κάθε νέα προσχώρηση στη Σύμβαση της 20ής Μαΐου 1875 θα επιφέρει υποχρεωτικά προσχώρηση στην παρούσα Σύμβαση.

ΑΡΘΡΟ 12 (1875)

Τα Υψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη επιφυλάσσονται της δυνατότητας να φέρουν με κοινή συμφωνία στην παρούσα Σύμβαση όλες τις τροποποιήσεις, των οποίων η εμπειρία θα απεδείκνυε τη χρησιμότητα.

ΑΡΘΡΟ 13 (1875)

Κατά τη λήξη της προθεσμίας των δώδεκα ετών, η παρούσα Σύμβαση θα μπορεί να καταγγελθεί από το ένα ή το άλλο των Υψηλών Συμβαλλόμενων Μερών.

Η Κυβέρνηση που θα χρησιμοποιούσε τη δυνατότητα παύσης των συνεπειών σε ό,τι την αφορά θα είναι υποχρεωμένη να γνωστοποιήσει την πρόθεσή της ένα έτος εκ των προτέρων και να παραιτηθεί, με το γεγονός αυτό, όλων των δικαιωμάτων συγκυριότητας των διεθνών πρωτοτύπων και του Γραφείου.

ΑΡΘΡΟ 14 (1875)

Η παρούσα Σύμβαση θα επικυρωθεί σύμφωνα με τους ιδιαίτερους συνταγματικούς νόμους σε κάθε Κράτος. Οι επικυρώσεις θα ανταλλαχθούν στο Παρίσι μέσα σε προθεσμία έξι μηνών ή πιο νωρίς αν είναι δυνατόν. Θα τεθεί σε εκτέλεση από την 1η Ιανουαρίου 1876.

Σε πιστοποίηση των παραπάνω οι αντίστοιχοι πληρεξούσιοι την υπέγραψαν και έβαλαν τη σφραγίδα των εμβλημάτων τους.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ

ΑΡΘΡΟ 1 (1875)

Το Διεθνές Γραφείο Σταθμών και Μέτρων θα εγκατασταθεί σε ένα ειδικό κτίριο, που παρουσιάζει όλες τις απαραίτητες εγγυήσεις ηρεμίας και σταθερότητας.

Θα περιλαμβάνει εκτός του κατάλληλου χώρου για την κατάθεση των πρωτοτύπων, αίθουσες για την εγκατάσταση των συγκριτών και των ζυγών, εργαστήριο, βιβλιοθήκη, αίθουσα αρχείων, γραφεία για τους υπαλλήλους και κατοικίες για το προσωπικό φύλαξης και υπηρεσίας.

ΑΡΘΡΟ 2 (1875)

Η Διεθνής Επιτροπή είναι επιφορτισμένη με την απόκτηση και ιδιοποίηση του κτιρίου αυτού, καθώς και την εγκατάσταση των υπηρεσιών, για τις οποίες προορίζεται.

Στην περίπτωση που η Επιτροπή δεν θα μπορεί να αποκτήσει κατάλληλο κτίριο, θα κτισθεί ένα στην κατεύθυνση αυτή και σύμφωνα με τα σχέδια αυτά.

ΑΡΘΡΟ 3 (1875)

Η Γαλλική Κυβέρνηση θα λάβει, με αίτηση της Διεθνούς Επιτροπής, τα απαραίτητα μέτρα για να αναγνωρίσει το Γραφείο σαν Ίδρυμα Κοινής Ωφέλειας.

ΑΡΘΡΟ 4 (1875)

Η Διεθνής Επιτροπή θα εκτελέσει τα απαραίτητα όργανα, όπως: συγκριτές για τα πρότυπα με έλξη και άκρα, συσκευή για τους προσδιορισμούς των απολύτων διαστολών, ζυγοί για τα ζυγίσματα στον αέρα και στο κενό, συγκριτές για τους γεωδαισιακούς κανόνες κ.λπ..

ΑΡΘΡΟ 5 (1875)

Τα έξοδα απόκτησης ή κατασκευής του κτιρίου και των εξόδων εγκατάστασης και αγοράς των οργάνων και συσκευών δεν μπορούν να υπερβούν συνολικά το ποσό των 400.000 φράγκων.

ΑΡΘΡΟ 6 (1921)

1. Η ετήσια παροχή εισοδήματος του Διεθνούς Γραφείου αποτελείται από δύο μέρη: το ένα σταθερό, το άλλο συμπληρωματικό.

2. Το σταθερό μέρος είναι, κυρίως, 250.000 φράγκα, αλλά μπορεί να φθάσει τα 300.000 φράγκα με ομόφωνη απόφαση της Επιτροπής. Είναι σε βάρος όλων των Κρατών και αυτόνομων Αποικιών που έχουν προσχωρήσει στη Σύμβαση Μέτρου πριν την Έκτη Γενική Διάσκεψη.

3. Το συμπληρωματικό μέρος αποτελείται από τις συνεισφορές των Κρατών και των Αποικιών, που εισχώρησαν στη Σύμβαση πριν την εν λόγω Γενική Διάσκεψη.

4. Η Επιτροπή είναι επιφορτισμένη με το να συντάξει, με πρόταση του Διευθυντή, τον ετήσιο προυπολογισμό, χωρίς να υπερβεί το υπολογιζόμενο ποσό σύμφωνα με τους όρους των δύο προαναφερόμενων εδαφίων. Ο προϋπολογισμός αυτός φέρεται κάθε χρόνο μέσα σε ειδική Οικονομική Αναφορά σε γνώση των Κυβερνήσεων των Υψηλών Συμβαλλόμενων Μερών.

5. Στην περίπτωση που η Επιτροπή θα έκρινε απαραίτητο είτε να αυξήσει πέρα των 300.00 φράγκων το σταθερό μέρος της ετήσιας παροχής εισοδήματος είτε να τροποποιήσει τον υπολογισμό των συνεισφορών, που καθορίζεται από το άρθρο 20 του παρόντος Κανονισμού, θα έπρεπε να τεθεί υπόψη των Κυβερνήσεων έτσι ώστε να τους επιτρέπει να δώσουν, εν ευθέτω χρόνο, τις απαραίτητες οδηγίες στους εκπροσώπους τους, για να μπορέσει να αποφασίσει έγκαιρα. Η απόφαση θα είναι έγκυρη μόνο στην περίπτωση που κανένα από τα Συμβαλλόμενα Κράτη δεν θα έχει εκφράσει ή δεν θα εκφράσει στη Διάσκεψη αντίθετη γνώμη.

6. Αν ένα Κράτος παραμένει τρία χρόνια χωρίς να πραγματοποιήσει την πληρωμή της συνεισφοράς του, αυτή μοιράζεται ανάμεσα στα άλλα Κράτη αναλογικά με τις δικές τους συνεισφορές. Τα συμπληρωματικά ποσά, που καταβάλλονται με τον τρόπο αυτόν από τα Κράτη για να συμπληρώσουν το ποσό της παροχής εισοδήματος του Γραφειου θεωρούνται σαν προκαταβολή, που έγινε στο καθυστερούν Κράτος και τους επιστρέφονται αν αυτό εξοφλήσει τις καθυστερούμενες συνεισφορές του.

7. Τα πλεονεκτήματα και τα προνόμια που απονέμονται από την προσχώρηση στη Σύμβαση Μέτρου αναστέλλονται για τα ελλειμματικά Κράτη των τριών ετών.

8. Μετά από τρία νέα χρόνια, το ελλειμματικό Κράτος αποκλείεται της Σύμβασης και ο υπολογισμός των συνεισφορών επανακαθορίζεται, σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 20 του παρόντος Κανονισμού.

ΑΡΘΡΟ 7 (1875)

Η Γενική Διάσκεψη που αναφέρεται στο Άρθρο 3 της Σύμβασης θα συγκεντρωθεί στο Παρίσι με σύγκληση της Διεθνούς Επιτροπής τουλάχιστον μία φορά κάθε έξι χρόνια.

Έχει αποστολή να συζητήσει και να επιφέρει τα απαραίτητα μέσα για την παράταση και την τελειοποίηση του Μετρικού Συστήματος, καθώς και να επικυρώσει τους νέους θεμελιώδεις μετρολογικούς κανονισμούς, που θα έγιναν στο μεταξύ των συγκεντρώσεών της. Θα λάβει την Έκθεση της Διεθνούς Επιτροπής για τις εργασίες που έχουν πραγματοποιηθεί και θα προβεί, με μυστική ψηφοφορία, στην ανανέωση κατά το ήμισυ της Διεθνούς Επιτροπής.

Η ψηφοφορία, στους κόλπους της Γενικής Διάσκεψης, θα λάβει χώρα ανά Κράτος. Κάθε Κράτος έχει δικαίωμα σε μία ψήφο.

Τα μέλη της Διεθνούς Επιτροπής μετέχουν αυτοδικαίως στις συγκεντρώσεις της Διάσκεψης. Μπορούν να είναι ταυτόχρονα εκπρόσωποι των Κυβερνήσεών τους.

ΑΡΘΡΟ 8 (1921)

Η Διεθνής Επιτροπή, που αναφέρεται στο Άρθρο 3 της Σύμβασης, θα αποτελείται από δεκαοκτώ μέλη, που ανήκουν όλα σε διαφορετικά Κράτη.

Κατά τη διάρκεια της ανανέωσης κατά το ήμισυ της Διεθνούς Επιτροπής, τα εξερχόμενα μέλη θα είναι κατ' αρχήν αυτά, που σε περίπτωση χηρείας, εξελέγησαν προσωρινά ενδιάμεσα σε δύο συνόδους της Διάσκεψης· οι άλλοι θα διορίζονται τυχαία.

Τα εξερχόμενα μέλη επανεκλέγονται.

ΑΡΘΡΟ 9 (1921)

Η Διεθνής Επιτροπή αποτελείται, επιλέγοντας μόνη της, με μυστική ψηφοφορία, τον Πρόεδρο και το Γραμματέα της. Οι διορισμοί αυτοί κοινοποιούνται στις Κυβερνήσεις των Υψηλών Συμβαλλόμενων Κρατών.

Ο Πρόεδρος και ο Γραμματέας της Επιτροπής και ο Διευθυντής του Γραφείου πρέπει να ανήκουν σε διαφορετικές χώρες.

Από τη στιγμή που θα συσταθεί η Επιτροπή, δεν μπορεί να προβεί σε καινούργιες εκλογές ή διορισμούς παρά μόνο τρεις μήνες αφού όλα τα μέλη θα έχουν ενημερωθεί για τη χηρεία που επιτρέπει ψηφοφορία.

ΑΡΘΡΟ 10 (1921)

Η Διεθνής Επιτροπή κατευθύνει τις μετρολογικές εργασίες, που τα Υψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη θα αποφασίσουν να εκτελέσουν από κοινού.

Είναι επιφορτισμένη επιπλέον με το να επιβλέπει τη φύλαξη των πρωτοτύπων και των διεθνών προτύπων.

Μπορεί, τέλος, να θεσμοθετήσει τη συνεργασία των ειδικών σε θέματα μετρολογίας και να συντονίσει τα αποτελέσματα των εργασιών τους.

ΑΡΘΡΟ 11 (1921)

Η Επιτροπή θα συγκεντρωθεί τουλάχιστον μία φορά κάθε δύο χρόνια.

ΑΡΘΡΟ 12 (1921)

Οι ψηφοφορίες στους κόλπους της Επιτροπής πραγματοποιούνται με την πλειοψηφία των ψήφων. Σε περίπτωση ισοψηφίας, η ψήφος του Προέδρου υπερισχύει.

Οι αποφάσεις δεν ειναι έγκυρες παρά μόνο αν ο αριθμός των παρόντων μελών είναι ίσος τουλάχιστον με το ήμισυ των εκλεγόμενων μελών, που αποτελούν την Επιτροπή.

Με την επιφύλαξη της προϋπόθεσης αυτής, τα απόντα μέλη έχουν δικαίωμα να εξουσιοδοτήσουν για την ψηφοφορία τα παρόντα μέλη, που θα πρέπει να δικαιολογήσουν την εξουσιοδότηση αυτή. Το ίδιο ισχύει για τους διορισμούς με μυστική ψηφοφορία.

Ο Διευθυντής του Γραφείου έχει δικαίωμα ψήφου στο Συμβούλιο.

ΑΡΘΡΟ 13 (1875)

Στο ενδιάμεσο από τη μία συνεδρία στην άλλη, η Επιτροπή έχει δικαίωμα να συσκεφθεί με αλληλογραφία.

Στην περίπτωση αυτήν, για να είναι έγκυρη η απόφαση, πρέπει όλα τα μέλη της Επιτροπής να κληθούν να εκφράσουν τη γνώμη τους.

ΑΡΘΡΟ 14 (1875)

Η Διεθνής Επιτροπή Σταθμών και Μέτρων πληροί προσωρινά τις χηρείες, που θα μπορούσαν να δημιουργηθούν στους κόλπους της. Οι εκλογές γίνονται με αλληλογραφία, καθένα από τα μέλη καλείται να λάβει μέρος.

ΑΡΘΡΟ 15 (1921)

Η Διεθνής Επιτροπή θα επεξεργασθεί λεπτομερή κανονισμό για την οργάνωση και τις εργασίες του Γραφείου και θα καθορίσει τα τέλη που θα πληρωθούν για τις έκτακτες εργασίες, που προβλέπονται στα Άρθρα 6 και 7 της Σύμβασης.

Τα τέλη αυτά θα διατίθενται για την τελειοποίηση του επιστημονικού υλικού του Γραφείου. Ετήσια κράτηση θα μπορεί να πραγματοποιηθεί προς όφελος του Ταμείου Συντάξεων επί του συνόλου των φόρων που εισπράχθηκαν από το Γραφείο.

ΑΡΘΡΟ 16 (1875)

Όλες οι επικοινωνίες της Διεθνούς Επιτροπής με τις Κυβερνησεις των Υψηλών Συμβαλλόμενων Μερών θα λάβουν χώρα μέσω των διπλωματικών εκπροσώπων τους στο Παρίσι.

Για όλες τις υποθέσεις, των οποίων η λύση έγκειται στη γαλλική διοίκηση, η Επιτροπή θα προσφύγει στον Υπουργό Εξωτερικών της Γαλλίας.

ΑΡΘΡΟ 17 (1921)

Ένας κανονισμός, που συντάσσεται από την Επιτροπή, θα καθορίσει το μέγιστο ενεργητικό για κάθε κατηγορία προσωπικού του Γραφείου.

Ο Διευθυντής και οι βοηθοί του θα διορίζονται με μυστική ψηφοφορία από τη Διεθνή Επιτροπή. Ο διορισμός τους θα κοινοποιηθεί στις Κυβερνήσεις των Υψηλών Συμβαλλόμενων Μερών.

Ο Διευθυντής θα διορίσει τα άλλα μέλη του προσωπικού, μέσα στα όρια που καθορίζονται από τον κανονισμό, που αναφέρεται στο προαναφερόμενο πρώτο εδάφιο.

ΑΡΘΡΟ 18 (1921)

Ο Διευθυντής του Γραφείου δεν θα έχει καμία πρόσβαση στο χώρο κατάθεσης των διεθνών πρωτοτύπων, παρά δυνάμει απόφασης της Επιτροπής και με την παρουσία τουλάχιστον ενός από τα μέλη της.

Ο τόπος κατάθεσης των πρωτοτύπων δεν θα μπορεί να ανοίξει παρά μόνο με τρία κλειδιά, από τα οποία ένα θα έχει ο Διευθυντής των Αρχείων της Γαλλίας, το δεύτερο ο Πρόεδρος της Επιτροπής και το τρίτο ο Διευθυντής του Γραφείου.

Τα πρότυπα της κατηγορίας των εθνικών πρωτοτύπων θα χρησιμεύουν μόνο στις τακτικές εργασίες σύγκρισης του Γραφείου.

ΑΡΘΡΟ 19 (1907)

Ο Διευθυντής του Γραφείου θα αποστέλλει σε κάθε συνεδρία στην Επιτροπή:

1. Οικονομική αναφορά για τους λογαριασμούς των προηγούμενων χρήσεων, του οποίου θα του δοθεί, μετά από επαλήθευση, απαλλαγή.

2. Αναφορά για την κατάσταση του υλικού.

3. Γενική αναφορά για τις εργασίες, που πραγματοποιήθηκαν από την προηγούμενη συνεδρία.

Το Γραφείο της Διεθνούς Επιτροπης θα απευθύνει, από την πλευρά του, σε όλες τις Κυβερνήσεις των Υψηλών Συμβαλλόμενων Μερών, ετήσια Αναφορά για τη διοικητική και οικονομική κατάσταση της Υπηρεσίας,

που θα περιέχει πρόβλεψη των δαπανών για την επόμενη χρήση, καθώς και Πίνακα των συνεισφερόμενων μεριδίων των Συμβαλλόμενων Κρατών.

Ο Πρόεδρος της Επιτροπής θα αποδώσει λογαριασμό στη Γενική Διάσκεψη για τις εργασίες, που πραγματοποιήθηκαν από την εποχή της τελευταίας της συγκέντρωσης.

Οι αναφορές και οι δημοσιεύσεις της Επιτροπής και του Γραφείου θα συνταχθούν στη γαλλική γλώσσα και θα κοινοποιηθούν στις Κυβερνήσεις των Υψηλών Συμβαλλόμενων Μερών.

ΑΡΘΡΟ 20 (1921)

1. Η κλίμακα των συνεισφορών, η οποία αναφέρεται στο Άρθρο 9 της Σύμβασης, καταρτίζεται, για το σταθερό μέρος, με βάση την αναφερόμενη παροχή εισοδήματος στο Άρθρο 6 του παρόντος Κανονισμού και με αυτή του πληθυσμού. Η κανονική συνεισφορά κάθε Κράτους δεν μπορεί να είναι κατώτερη από 5 για 1.000, ούτε ανώτερη από 15 για 100 της συνολικής παροχής εισοδήματος, ανεξάρτητα του αριθμού του πληθυσμού.

2. Για να καταρτισθεί η κλίμακα αυτή, καθορίζουμε κατ' αρχήν τα Κράτη που βρίσκονται στις προϋποθέσεις που τίθενται για το ελάχιστο και το μέγιστο και διανέμουμε το υπόλοιπο του συνεισφερόμενου ποσού ανάμεσα στα άλλα Κράτη δυνάμει άμεσα του αριθμού του πληθυσμού τους.

3. Τα συνεισφερόμενα μερίδια που υπολογίζονται με τον τρόπο αυτόν ισχύουν για όλη την περίοδο που περιλαμβάνεται ανάμεσα στις δύο διαδοχικές Γενικές Διασκέψεις και δεν μπορούν να τροποποιηθούν, εν τω μεταξύ, παρά μόνο στις ακόλουθες περιπτώσεις:

α) Αν ένα από τα Κράτη, που έχουν προσχωρήσει, άφησε να περάσουν τρία διαδοχικά χρόνια χωρίς να κάνει τις καταβολές του.

β) Αν, αντίθετα, ένα Κράτος, αφού είχε καθυστερήσει προηγούμενα περισσότερο από τρία χρόνια, κατέβαλε τις καθυστερημένες συνεισφορές του, συντρέχει λόγος να επιστρέψει στις άλλες Κυβερνήσεις τις προκαταβολές που έγιναν από αυτές.

4. Η συμπληρωματική συνεισφορά υπολογίζεται με την ίδια βάση του πληθυσμού και είναι ίση με αυτή που πληρώνουν σύμφωνα με τις ίδιες προϋποθέσεις τα Κράτη που έχουν παλαιότερα ενταχθεί στη Σύμβαση.

5. Αν ένα Κράτος που έχει προσχωρήσει στη Σύμβαση δηλώσει ότι θέλει να διευρύνει το όφελος σε μία ή περισσότερες μη αυτόνομες Αποικίες, ο αριθμός του πληθυσμού των εν λόγω Αποικιών θα προστεθεί σε αυτό του Κράτους για τον υπολογισμό της κλίμακας των συνεισφορών.

6. Όταν μια αναγνωρισμένη αυτόνομη Αποικία επιθυμεί να προσχωρήσει στη Σύμβαση, θα θεωρείται, σε ό,τι αφορά την είσοδό της στη Σύμβαση αυτή, σύμφωνα με την απόφαση της Μητρόπολης, είτε ότι εξαρτάται από αυτή είτε σαν Συμβαλλόμενο Κράτος.

ΑΡΘΡΟ 21 (1875)

Τα έξοδα κατασκευής των διεθνών πρωτοτύπων, καθώς και των προτύπων και αποδείξεων που προορίζονται για να τα συνοδεύουν, θα τα αναλάβουν τα Υψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη σύμφωνα με την κλίμακα, που αναφέρεται στο προηγούμενο άρθρο.

Τα έξοδα σύγκρισης και επαλήθευσης των προτύπων που ζητούνται από τα Κράτη, που δεν συμμετέχουν στην παρούσα Σύμβαση, θα ρυθμιστούν από την Επιτροπή σύμφωνα με τα τέλη, που καθορίζονται δυνάμει του Άρθρου 15 του Κανονισμού.

ΑΡΘΡΟ 22 (1875)

Ο παρόν Κανονισμός θα έχει την ίδια ισχύ και αξία με αυτή της Σύμβασης στην οποία προσαρτάται.

Άρθρο δεύτερο

1. Οι δαπάνες για την προσχώρηση και την ετήσια εισφορά της Ελλάδας στη Σύμβαση του Μέτρου βαρύνουν τον προϋπολογισμό του Υπουργείου Οικονομικών.

2. Οι δαπάνες συμμετοχής αντιπροσώπων στα όργανα της Σύμβασης του Μέτρου και οι λοιπές πάσης φύσεως δαπάνες που προβλέπονται σε αυτήν καλύπτονται από τον προϋπολογισμό του Υπουργείου Ανάπτυξης.

Άρθρο τρίτο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, και της Σύμβασης που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 14 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως Νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 19 Νοεμβρίου 1999

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

Γ.Α. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ — **Γ. ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ**

ΑΝΑΠΤΥΞΗΣ

ΕΥΑΓ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 23 Νοεμβρίου 1999

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Ε. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ